

Stéphane Troussel

Vice-président du Conseil général
Conseiller général de La Courneuve

La Courneuve, le 12 Novembre 2009

LE VICE-PRÉSIDENT



Madame, Monsieur,

Je souhaite vous alerter personnellement sur les projets de **réforme des collectivités territoriales, de suppression de la taxe professionnelle et du « Grand Paris »**. Il s'agit, en l'état, de la plus grave atteinte à la démocratie locale et à la décentralisation. **Le Gouvernement entend priver les citoyens et leurs élus de la maîtrise des décisions** concernant leur territoire, et recentraliser le pouvoir à son seul profit. Premiers acteurs de l'investissement public et garants du lien social, les élus locaux se verront confisquer des libertés et des compétences qu'ils exercent au plus près des habitants et de leurs besoins.

En les privant de la clause dite de compétence générale, **l'État interdira aux conseils généraux et régionaux d'intervenir hors d'un nombre très limité de secteurs**, menaçant par exemple directement l'action du Conseil général dans les crèches, la culture, le sport, l'emploi des jeunes, le soutien aux associations, l'aide aux transports,... De plus, la réforme du mode de scrutin, concoctée au seul profit de l'UMP, risque de priver les habitants des liens directs qu'ils entretiennent avec leurs élus.

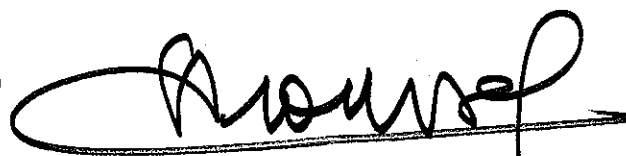
La **suppression de la taxe professionnelle** va amputer gravement les ressources des collectivités locales et obligera communes, départements et régions à **augmenter les impôts locaux** payés par les habitants, tout en menaçant les projets de développement économique. Quant à lui, le projet de loi dit « Grand Paris » risque de concentrer les investissements pour des transports en commun au seul profit des quartiers d'affaires au détriment des besoins des habitants et de nos quartiers, et cela sans tenir compte des exigences de développement durable.

Il est urgent de nous opposer avec fermeté à ces projets et de proposer une nouvelle étape de la décentralisation qui soit à la fois moderne et juste. Je suis convaincu que sur un tel débat, il faut rassembler très largement dans la pluralité de nos convictions. C'est pourquoi, j'organise une réunion publique :

Judi 26 novembre 2009 à 19h
salle Philippe-Roux
58, rue de la Convention à La Courneuve

J'invite à cette réunion l'ensemble des élus et des formations politiques qui partagent cette analyse. D'ores et déjà, **Daniel Goldberg, notre député, m'a assuré de sa présence**. Dans l'attente de vous retrouver, recevez, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Très cordialement,



Stéphane Troussel